

L'allumette

Journal d'ici et d'ailleurs - numéro 5 - Février 2022

prix libre

Les mots sont comme des allumettes: il y en a qui prennent, d'autres pas!

Greenwashing partout écologie nulle part

Cela fait bien cinquante ans qu'on en parle, vingt ans que le thème est partout : il faut sauver la planète, les libellules, le climat, les ours blancs... et rien ne change, tout va pire. Même le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), qui n'est pas vraiment un groupe d'éco-terroristes, commence à se fâcher rouge. Alors quoi, la catastrophe est une fatalité ? Ou alors, peut-être que l'écologisme n'a pas encore trouvé sa voie ?



Mais où est passée l'utopie ?

Une écologie qui se cherche encore

Car un autre territoire et une autre production sont possibles et dépendent de choix politiques. Notamment celui de pouvoir classer en bien commun un certain nombre de ressources (eau, sol, savoirs...). Or, depuis deux ans d'une crise sanitaire mondiale, le droit de propriété sur les vaccins n'est toujours pas tombé. Pour peser dans le rapport de

Le capitalisme vert ou comment la sainte technique sauvera les profits

Nucléaire, voiture électrique, ville intelligente et maison connectée... Les grosses boîtes et une bonne partie de l'Etat vendent un modèle de société où chaque problème aura sa solution technique. Mais c'est une course sans fin où la technologie pose à chaque fois plus de problème qu'elle n'en résout. En fait, le capital se restructure (les investissements changent de secteur) pour s'adapter : déplacer l'argent des puits pétroliers pour les usines de panneaux solaires, des mines de fer vers les forêts, des cimenteries vers les champs de chanvre, mais surtout ne pas diminuer la consommation énergétique globale : ça pourrait faire chuter les profits !

L'égologie, au service de la domination de classe

En parallèle, s'est développée une pensée écologiste qui veut agir sur le mode de vie en développant des jardins partagés, habi-

tats groupés, système d'échange local, ... ce qui a au moins un intérêt, celui de la recherche d'alternatives. Mais ce courant pose trois problèmes :

1- tout le monde n'a pas les moyens de s'acheter une résidence privée, comme Yves Cochet qui attend d'avoir raison sur la fin du monde dans ses sept hectares bretons, qu'il a acquis notamment avec son salaire de ministre de l'environnement ! Et on touche là l'essentiel : cette écologie est libérale, elle réduit le changement à des actes privés alors que réorienter la production ne peut que résulter d'un choix collectif.

2- Elle culpabilise, alors que seuls 10% des êtres humains émettent plus de 60% du CO2.

3- Elle dépolitise : alors que de l'Irak au Chili jusqu'aux Gilets Jaunes, le prix de l'essence fait s'enflammer les pauvres, on les attaque en disant qu'ils aiment la bagnole. Mais encore une fois, les «pauvres» dépendent de la voiture à cause d'un aménagement du territoire décidé par en haut

force, les écolos ont besoin d'une vision claire de la société qu'ils veulent. Sans quoi, cette approche de l'écologie ne servira qu'à traiter les symptômes et jamais les causes de la catastrophe en cours. Et comme disait Bookchin (1) : « L'obligation faite à l'humain de dominer la nature découle directement de l'exploitation entre humains ».

L'allumette

(1) - Murray Bookchin, (1921-2006), écologiste libertaire américain, fondateur de l'écologie sociale.

Pour aller plus loin :

<https://www.terrestres.org/2018/11/15/la-zad-et-le-colibri-deux-ecologies-irreconciliables/Bernard-Charbonneau,-Le-Feu-vert.-Autocritique-du-mouvement-ecologique,-Karthala,-Paris,-1980.>
<https://www.frustrationmagazine.fr/ecologie-bourgeoise/>

Dans la boîte

Dossier Capitalisme Vert

P 2 - « mea culpa »

P 3 - Complexe hôtelier au lac de Montbel

P 4 - 5 - Projet Florian

P 6 - La dématérialisation

P 7 - La voiture électrique,
- Légitime défense dans le Tarn

P 8 - Infos Locales

L'allumette

16 place des martyrs de la résistance
31220 Cazères

journal@lallumette.xyz



L'allumette 1

mea culpa ... à qui la faute ?



On me demande de bien lire les étiquettes avant d'acheter un produit alimentaire ou non : il faut surveiller la présence d'additifs nocifs et la liste des E 300 est longue entr'autre. On me demande de bien trier mes déchets et d'en faire le moins possible en évitant d'acheter de la marchandise sur-emballée. On me demande de consommer local et donc de vérifier la provenance des produits même bio pour éviter une pollution par des transports tout autour de la planète. On me demande d'économiser le carburant surtout diesel à cause des particules fines émises. On me demande de ne pas manger trop salé, trop gras pour ma santé et pour ne pas creuser le déficit de la Sécu. On me demande de vérifier la toxicité des produits ménagers genre lessive, nettoyeurs divers qui polluent durablement les eaux et les sols. On me demande de ne

des aliments cancérigènes, des pesticides mortifères, et des déchets imputrescibles, indestructibles, non recyclables et nocifs ? Pour une gestion capitaliste éhontée qui nous chante que le progrès du toujours plus est source de bonheur car source de profits et que le ruissellement y pourvoira mais pour l'instant ce qui ruisselle dans les cours d'eaux, ce sont des polluants !

L'individualisme imposé dans les sociétés occidentales nous désigne coupables de ce que nous subissons et d'une certaine manière c'est un peu exact puisqu'on s'en accommode ... On trouve même des belles âmes pour en réclamer plus, comme le concept de poubelles individuelles pucées, innovation sortie tout droit de cerveaux écolo-responsables!

Et pendant ce temps-là

.... les multinationales développent une

ainsi que l'entreprise anglo-néerlandaise Shell qui avec le pétrolier britannique BP sont les deux majors fossiles pionnières en matière de wokewashing. Dès 2017, Shell a investi la Pride aux États-Unis et en Australie, puis, l'année suivante, celle d'Amsterdam, en accolant des drapeaux arc-en-ciel sur des stations-service et sur un immense réservoir de pétrole aux Pays-Bas, pour une grande opération de communication pro-LGBT+.

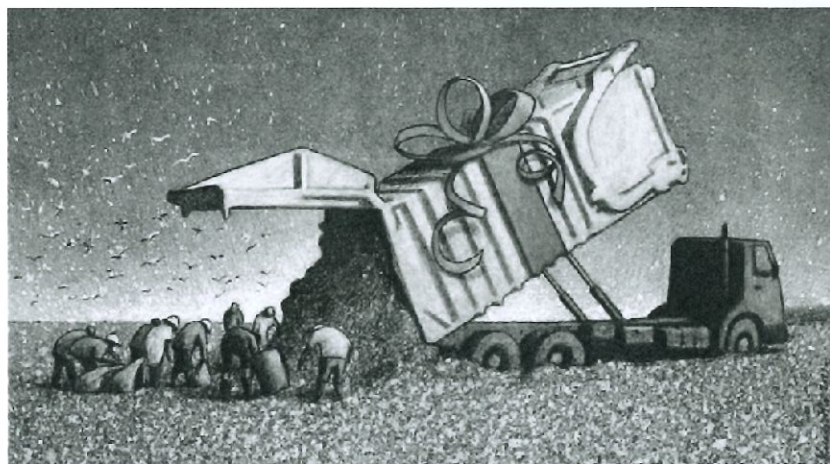
De plus, pour se vanter d'un engagement envers les populations précarisées du Sud, Shell envisage même d'ici à 2030 de fournir de l'électricité aux différents camps de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique de l'Est et en Asie car non sans cynisme, elle fait le calcul que le «marché énergétique pour les camps» pourrait bientôt atteindre les 5,3 milliards de dollars par an.

Dans la même veine «sociale» ExxonMobil, première compagnie pétrolière privée au monde, communique pour sa part sur le fait que l'extraction de l'or noir contribue au bien-être des peuples autochtones et des populations locales : en 2019, la compagnie a versé 253 millions de dollars aux communautés du monde entier, soit à peine 1,8 % de son résultat net sur cette même année.

Des multinationales ... «qui se refont leur image sur la question des réfugiés, c'est un comble ! Ces entreprises continuent, en toute connaissance de cause, l'exploitation des énergies fossiles qui aggrave les dérèglements climatiques et, in fine, pousse les gens des pays du Sud à l'exil, rappelle Anna-Lena Rebaud, des Amis de la Terre. Le business de ces firmes est basé sur la prédation des ressources du Sud, c'est une activité intrinsèquement raciste.»

Et moi dans tout ça on me demande

Chantal Effe, février 2022.



pas gaspiller et donc d'acheter et consommer selon mes justes besoins.

C'est à moi qu'on demande toutes ces choses et j'en ai oublié c'est sûr, mais car il y a un mais bien sûr ...

Ce n'est pas moi qui fabrique et vend des produits cancérigènes, qui emballe individuellement le moindre biscuit et sur-emballe les lots promotionnels, qui fabrique des véhicules polluants, qui cultive du quinoa bio à l'autre bout de la planète, qui vend des pesticides à foison, qui

NON! Ce n'est pas moi, ni toi, ni nous, les personnes visées par toutes ces injonctions qui sommes à la source du problème. C'est bien en amont que fabricants, chercheurs, ingénieurs, patrons d'industries, actionnaires développent, soutiennent, imaginent la production de toujours plus d'objets de consommation au moindre coût pour leur finance avec un maximum de profits et cela sans s'inquiéter des méfaits sur la santé, l'environnement ou le bien-être social.

Comment et pourquoi laisser sur le marché

rhétorique affirmant depuis peu que l'exploitation des énergies fossiles aurait un impact positif sur les communautés les plus discriminées, voire qu'elle participe à l'émancipation des minorités, l'exploitation du pétrole et du gaz étant synonyme de développement économique, et donc, forcément, de réduction des injustices (!). Cette nouvelle opération de communication terriblement cynique des industriels a été baptisée par les chercheurs «wokewashing».

Ainsi, forte des milliards pillés, la major pétro-gazière Total soutient en France, la Fondation pour la mémoire de l'esclavage et communique également en fanfare sur sa «politique inclusive» en Afrique du Sud, par un mécénat envers un ensemble de musique classique composé de jeunes Noirs issus du township de Diepkloof. Dans cette région, Total est en train d'investir suite à la découverte d'énormes gisements de gaz au large de la côte sud du pays.

De mêmes agissements se retrouvent chez l'américain ExxonMobil ou le premier producteur pétrolier saoudien Saudi Aramco,



Projet de complexe hôtelier à habillage écolo au Lac de Montbel (09)

Dès août 2018 le département et ses élus par le biais de l'Institution Interdépartementale pour l'Aménagement du Barrage de Montbel (IIABM), l'Ariège Agence Attractivité (AAA), la Communauté de Communes de Mirepoix et le promoteur élaborent un projet «afin d'offrir un hébergement de qualité (à 300€ la nuit!) dans un contexte de manque au niveau du Pays de Pyrénées Cathare» -délibération du conseil Com.Com n° 4-2621-

Ceci implique la signature d'un bail emphytéotique sur 30 ans avec le groupe Coucoo dont les responsables MM De Moustier et De la Bedoyère (anciens banquiers) sont gérants de châteaux appartenant aux patrimoines familiaux, transformés en hôtels de luxe, entourés de leurs terrains de golf respectifs ainsi que de 4 «écodomaines» (et porteurs d'un projet semblable dans le Lot).

L'aménagement comprend : 25 chalets sur l'eau (pilotis) et sur 9,5 ha de prairie et forêt avec un hall d'accueil 500m², un parking de 60 places à Luga avec passerelle, l'aménagement pour circulation de voitures électriques, une piscine de 180m², un ponton de 60m avec batellerie d'engins électriques, plus 10km de «chemins» dont un accès Pompiers ainsi que des tranchées d'assainissement et de transport de l'eau, l'électricité et 50m défrichés autour du bâti. Tout cela pour des séjours très courts et très chers afin qu'un maximum de clients défilent les uns après les autres, qui consommeront des produits locaux servis sur place

pendant deux ou trois jours au calme pour se déconnecter du monde contemporain, sans contact avec les environs.

Dès février 2021 un collectif se crée afin de dénoncer ce projet. A son actif : deux manifestations ; de très nombreux articles dans la presse locale (voir site) ou autre L'empañé, Le Monde, etc. ; des entretiens dans diverses radios ; une vidéo + un clip ; un soutien moral signé à ce jour par 40 entités ou personnes publiques. Un énorme dossier réalisé par des naturalistes de haut niveau appuie 4 recours au Tribunal Administratif en rapport au PLU, au permis d'aménager et de construire et à la protection d'espèces. Les porteurs de projet et la collectivité mettent en avant un Eco-village, mais ce complexe n'a rien à voir avec l'esprit des écovillages qui est dans une mouvance de décroissance, de partage du travail et des connaissances, à l'inverse de Coucoo qui vise essentiellement la rentabilité. Il s'agit plus exactement d'utiliser des espaces naturels (aujourd'hui préservés d'une suractivité humaine) pour en tirer du profit, sous couvert d'«écologie», de «création d'emplois» et d'«impact économique local» avec l'argumentation «d'écoresponsabilité», «d'intégration paysagère» présentant une image de conscience écologique trompeuse.

Les raisons de s'y opposer :

- Primauté du tourisme sur l'agriculture et autres activités en Ariège
- Habillage écologique de l'investisseur et des élus prétendant que «la zone des



cabanes sera plus écologique qu'actuellement grâce à un écologue» cf Rapport enquête page 18

- Mépris de la nature existante «ce projet valorise le site» Rapport enquête page 44.
- Absence de consultation de la population et des usagers du lac
- La démarche écoresponsable de Coucoo (utilisation de matériaux et aménagements écologiques, mesures prises appuyées sur l'expertise de la société Nymphalis, suivi écologique pour les réalisations du projet, prise en compte des biotopes, de la biodiversité, des espèces sensibles à protéger), nous paraît inappropriée.
- Le délicat fonctionnement d'un écosystème est négligé: car «un écosystème est un ensemble formé par une communauté d'êtres vivants en interrelation (biocénose) avec son environnement (biotope). Les composants de l'écosystème développent un dense réseau complexe de dépendances, d'échanges d'énergie, d'informations, et de matière permettant le maintien de la vie qui s'y développe» (définition wikipédia). Les infrastructures prévues perturberont inévitablement les subtils réseaux de cet écosystème, et cela en dépit de certaines mesures et précautions envisagées
- Dans la présentation du projet, la nature est trop souvent réduite à «un paysage». Un décor qui garantit la satisfaction d'une clientèle de luxe lors d'un séjour «hors du temps» dans «un écrin de nature exceptionnel».
- Privatisation d'espaces communs à ce jour libres d'accès.



Le chantier va commencer bientôt. Nous avons l'intention officielle de le bloquer physiquement jusqu'à la réponse à un «référé suspensif» de 1 à 15 jours. Aussi nous avons besoin urgemment d'un soutien moral d'entités ou de personnes publiques dont la liste sera publiée très prochainement. Sur notre site apasdeloutr.org vous pouvez envoyer quelques mots de soutien au collectif apasdeloutr@ecomail.fr, vous mobiliser avec nous et signer la pétition en ligne :

<https://www.change.org/STOP-EcoComplexeHotelierCoucooLacNiveauConstantMontbelAriège09>



Annyse, rédigé à partir du texte publié sur le site

La hêtraie pyrénéenne et le projet Florian

ou Que veut-on pour notre forêt pyrénéenne ?

Des prix qui flambent, des délais d'approvisionnement à n'en plus finir, vous vous êtes sûrement posé la question : mais que se passe-t-il avec les matériaux de construction en bois ?

Des besoins qui explosent, une réelle ressource locale et renouvelable

Et ce n'est pas près de finir puisque, depuis le 1er janvier 2022, les permis de construire déposés doivent intégrer la nouvelle réglementation environnementale RE2020. Elle impose un recours accru au bois et matériaux biosourcés pour les constructions. Cette réglementation devait s'appliquer depuis 2020, mais les acteurs du BTP n'étaient pas prêts pour cette rupture réglementaire décidée par l'Etat... (1) La production française n'arrive pas à suivre, nos filières d'approvisionnement sont complètement désorganisées et le bois utilisé est le plus souvent importé ! Pourtant avec plus de 16 millions d'hectares, la France possède la quatrième surface forestière d'Europe derrière la Suède, la Finlande et l'Espagne. En termes de « bois sur pied », elle se classe même au premier rang européen pour ses feuillus (chêne, hêtre, châtaignier, peuplier...). Un désastre industriel, la filière bois a été démantelée : la France comptait encore 10.000 scieries en 1960, aujourd'hui leur nombre est désormais inférieur à 2.000 ! Et notre belle région Occitanie regorge de forêts et de toutes ses essences forestières, qu'elles soient résineuses (douglas, sapin et épicéa...) ou feuillues (chêne, hêtre, châtaigner...). C'est le hêtre qui cristallise toutes les attentions, il est un matériau de choix pour les structures, l'aménagement intérieur et l'ameublement. Le hêtre pousse principalement sur le massif pyrénéen français, les principales formations végétales du hêtre étant la hêtraie pure ou la hêtraie sapinière. Certaines sont même classées à l'Unesco comme la forêt de la Massane dans les Pyrénées Orientales. L'inventaire forestier

national estimait fin 2015, qu'il y a 52 millions de mètre-cube de hêtres sur pied sur les Pyrénées françaises (et le Sud du Massif central) et qu'il en pousse chaque année 2% soit 1,04 million de m³ en plus sur l'année 2015 ! La filière prélevait jusqu'à 140 000 m³ de hêtre pyrénéen jusque dans les années 1990 et en prélève aujourd'hui à peine 30 000 m³ par an (soit à peine 0.05 % du volume total sur pied ou 2.9 % de l'accroissement de 2015...)

Les raisons de ce déclin

L'effondrement des récoltes sur les Pyrénées depuis la fin des années 1990 est lié en particulier aux tempêtes Lothar et Martin de décembre 1999. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène :

- alors qu'il existait de nombreuses scieries de hêtre au pied des Pyrénées jusque vers les années 1970/1980, les entreprises ont peu à peu exporté des grumes (2) vers notamment l'Espagne et le Portugal et délaissé leurs scieries moins rentables. e phénomène s'est accentué d'année en année, de nombreuses scieries ont arrêté le sciage de hêtre pour se consacrer à d'autres essences comme le chêne ou le résineux, voire ont carrément fermées.

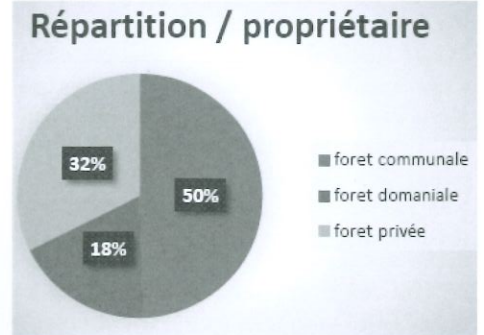
- avec la tempête de 1999, l'État a demandé à toute la filière de se concentrer sur la récolte des bois renversés en délaissant les massifs pas impactés comme les Pyrénées. Des stockages de grumes sous eau ont également été mis en place. Des aides publiques ont été mises en œuvre pour compenser les surcoûts de transport, de stockage, d'achat de matériels d'exploitation ...

- les acheteurs espagnols et portugais se sont tournés vers les zones de chablis (3) où nous avions des bois de qualité à de bons prix. Ces acheteurs qui ont beaucoup voyagé à cette époque, ne sont plus revenus acheter ici et se sont même tournés définitivement pour certains, vers les hêtres d'Europe centrale en y achetant directement des sciages voire des scieries.

- des bois chablis de hêtre ont également été

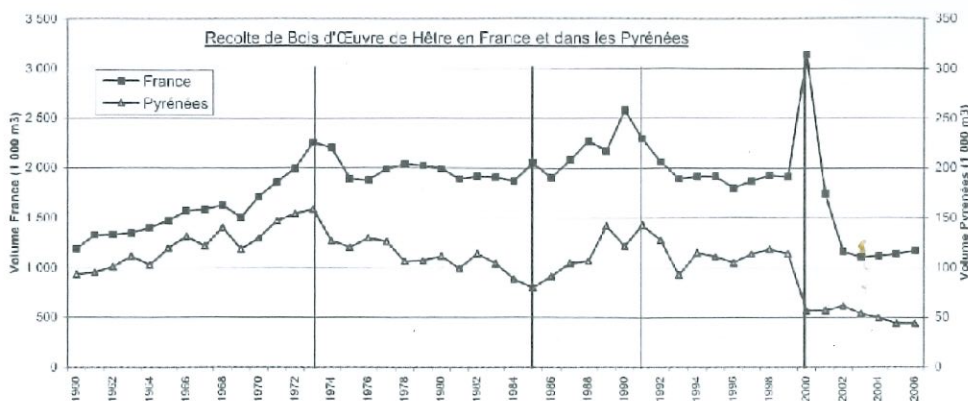
expédiés en Asie créant ainsi de nouveaux flux de bois qui ne se sont plus arrêtés depuis et bien facilités par le transport maritime en containers.

Que fait-on de la forêt pyrénéenne ? À qui sont ses forêts de hêtres pyrénéens ?



Répartition des hêtraies par propriétaire sur les Pyrénées

Un propriétaire forestier privé possède en moyenne 4 ha de bois (moyenne nationale), comment sont-elles gérées ? Depuis 2001, Le Code Forestier (+ le Code de l'Environnement de l'urbanisme et du patrimoine) fonde notamment la gestion forestière sur une gestion multifonctionnelle équilibrant les fonctions sociales, économiques et écologiques, en vue d'optimiser l'ensemble des valeurs, biens et services produits par les forêts. Malheureusement la forêt n'y est pas définie comme un écosystème vivant, mais plutôt comme un capital dont on souhaite assurer la capacité à fructifier, pour son propriétaire, mais aussi pour la filière bois en général. Les forêts domaniales et communales relevant du régime forestier, sont gérées par l'Office National des Forêts (ONF) qui, même s'il bat de l'aile depuis plusieurs années également, planifie la gestion forestière au travers de plans d'aménagement d'une durée d'environ 20 ans et dont l'objectif est de gérer de manière durable ces forêts, relevant du régime forestier, pour permettre à la société de bénéficier pleinement de tous les services offerts (production de bois, bien-être, promenade, biodiversité, prévention des risques naturels...). L'ONF fixe annuellement les états des assiettes de coupes c'est-à-dire la quantité qu'il prévoit d'exploiter et de commercialiser. Les forêts privées sont quant à elles gérées par les propriétaires eux-mêmes, par des gestionnaires indépendants ou pas gérées du tout, comme beaucoup par chez nous. Certains propriétaires se regroupent en syndicats. Pour les forêts privées de moins de 25 hectares, le propriétaire doit simplement s'engager à res-



pecter un règlement type de gestion (RTG) ou un code de bonne pratique sylvicole (CBPS). Il peut s'il le souhaite réaliser un Plan Simple de Gestion (4) qui programme les coupes et travaux. Pour les forêts privées de plus de 25 hectares, le propriétaire doit réaliser un Plan Simple de Gestion et le faire valider par le Centre Régional de la Propriété Forestière. En l'absence de PSG, le propriétaire doit demander une autorisation préalablement à toute coupe ou abattage d'arbre si la surface de la coupe est supérieure à un seuil départemental (de 1 à 4 ha selon le département) et que la coupe enlève plus de la moitié des arbres de futaie, à l'exception des coupes de bois pour la satisfaction directe des besoins de consommation rurale et domestique, hors bois d'œuvre. Pour toute coupe en forêt de protection (5) une demande d'autorisation est à adresser à la DDT.

Méga scieries, micro scierie, sanctuarisation : projet de mégascierie Florian

Le groupe industriel Italien Florian (CA 190 M€ 1000 salariés) a sollicité la communauté de communes du Plateau de Lannemezan en octobre 2018 en manifestant son souhait de créer une scierie de feuillus dans notre région. Ce projet «Florian» vise l'implantation d'une scierie de hêtre à Lannemezan et ambitionne jusqu'à 50 000 m³ de grume de hêtre par an, d'un diamètre médian minimum de 35 cm et sans limites supérieures. Il faudrait récolter jusqu'à 250 000 m³ de hêtre par an pour faire tourner l'usine plein gaz... L'industriel, pour garantir ses investissements à hauteur de 11 millions €, souhaite qu'on lui garantisse l'approvisionnement puisque lui n'est qu'un «simple» acheteur de bois qui doit «nourrir» ses machines grâce aux entreprises locales. A la suite d'études d'opportunité lancées auprès de l'IGN de l'ONF et de l'UGS (Union Grand Sud des Communes Forestières des Pyrénées) et

de concertations, la collectivité a décidé de soutenir ce projet, les études menées ayant toutes confirmé la garantie d'approvisionnement c'est-à-dire que la ressource y est, qu'elle est disponible et exploitable durablement. Les 2/3 des prélèvements proviendraient des forêts publiques, essentiellement des forêts communales.

Les oppositions au projet

Une levée de boucliers des opposants a vu le jour en commençant par les élus locaux du PCF et des syndicalistes de l'ONF ralliés ensuite par une myriade d'associations de protection de la nature. Les principaux arguments avancés étant la peur et la menace des volumes de prélèvements annoncés et un appauvrissement de la hêtraie pyrénéenne qu'il faudrait plutôt sanctuariser... Une étude de concertation est en cours et la décision des pouvoirs publics devrait être prise courant 2022...

Des alternatives «industrielles» ? Et non toujours pas !

Toute alternative moins ambitieuse est jugée non rentable par les porteurs de projets, les investisseurs et les politiques locaux. Les investissements sont trop lourds pour des machines capables d'écorcer, d'étauver, de découper... Des micros-scieries à taille humaine ? Les petites à toutes petites scieries sont très rares sur le territoire il y en a très peu et elles sont peu accessibles à tout un chacun. Il manque d'initiative dans ce secteur, car les modèles économiques de rentabilité «classiques» sont impossibles à atteindre/équilibrer face aux géants. Il faudrait sûrement plus de petites et toutes petites scieries avec une plus forte mobilisation des pouvoirs publics pour mailler le territoire de micro filière d'approvisionnement en bois. Cela nécessiterait également surtout de repenser nos manières d'utiliser le bois, un séchage à l'air prend parfois plus de 10 ans contre quelques jours ou semaines en séchoir, souvenons-nous qu'an-

ciennement les pièces de charpente étaient laissées à macérer dans la Garonne ou dans des fosses à purin avant d'être utilisées. L'Affouage est un droit qu'ont les habitants d'une commune de pratiquer certaines coupes de bois sur les biens communaux : la part de chacun. Une pratique ancestrale à généraliser ou étendre pour les communes forestières pour le bois de chauffage dit «énergie», mais pour la construction cela reste très technique ... Un nouveau Parc naturel régional Comminges-Barousse Pyrénées (PNR Comminges Barousse Pyrénées) intégrerait 196 communes (5 Communautés de communes) pour un territoire de 1700 km² sur lequel vivent environ 50 000 habitants.

Mika

Notes

1- Deux des trois plus gros scieurs Français Monnet-Sève et SCIAT viennent d'acquérir respectivement en Ariège la scierie de résineux Bois Ariégeois (30 000 m³ /an de grumes de douglas sapin et épicéa), et dans le Tarn en 2020 les scieries de Brassac et de Labruguière qui étaient en redressement judiciaire.

2- grume : partie noble du tronc dans laquelle on scie les pièces de bois : des plateaux pour faire des meubles par exemple, des avivés ou des madriers pour être utilisés dans la charpente.

3- n.m. arbre renversé par les vents, ou brisé sous le poids de la neige ou du verglas.

4- Le Plan Simple de Gestion (PSG) est pour le propriétaire forestier un outil d'analyse des fonctions économique, écologique et sociale de sa forêt. Il programme les coupes et travaux. Le PSG agréé apporte la garantie de gestion durable prévue par le Code forestier source : https://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/demarches/proprietaire-ou-operateur/demander-une-aide-economique/article/plan-simple-gestion-psg?id_rubrique=42

5- Articles L141-1 et suivants du code forestier Articles L141-1 et suivants du code forestier

Manif à Lannemezan



La voiture électrique : écolo ?

L'Indonésie rêve d'être le leader mondial d'extraction du nickel, ceci au détriment de la population et de l'environnement. La population locale qui vivait jusque-là de la pêche et de l'agriculture s'est transformée en mineurs au détriment du lien social et de la relation entre l'homme et la nature. Pour répondre à la demande mondiale, le volume d'extraction a été multiplié par plus de dix entre 2006 et 2013. Lors de fortes précipitations, les déchets débordent dans la mer malgré les tentatives de la société minière Antam qui plante des mangroves. «Les citoyens jouissent d'un air pur et sans pollution grâce aux voitures électriques. Les villageois eux, subissent tous les effets : la mer souillée, les forêts rasées, et nous les habitants, sommes transformés en mineurs», s'indigne un habitant. En Bolivie, l'extraction du lithium menace le plus vaste désert de sel. L'Argentine, la Bolivie et le Chili détiennent près de 85% des réserves mondiales, ce qui attire les convoitises des multinationales.

Les communautés aborigènes sont les premières victimes. Le besoin d'eau (10 litres/seconde) favorise les risques de sécheresse. Face au problème technique que pose le recyclage, des solutions sont aujourd'hui en cours de développement. Ces techniques en sont encore à leurs prémices. Une technique dite de «flottation par moussage» est déjà utilisée, seul inconvénient elle est très gourmande en eau. Les grosses berlines actuelles mises sur le marché utilisent des batteries contenant environ 63 kg de composés de lithium. Le développement de 10% par an depuis 2015 qui devrait augmenter avec la popularisation de la voiture électrique, qui selon une étude d'un cabinet américain devrait dépasser celle des véhicules à moteur thermique dès 2030, date à laquelle on estime à 2 millions de tonnes les batteries à recycler. Selon le site Reporterre, produire une voiture électrique demande beaucoup plus d'énergie et émet deux fois plus de gaz à

effet de serre que de produire un véhicule thermique. Le développement de la voiture électrique suscite en moi de nombreuses questions parmi lesquelles :

- quelle considération a-t-on pour ces populations que l'on affame ?
- lorsqu'on voit comment cela se passe pour les déchets nucléaires, les technologies de recyclage seront-elles assez au point pour relever ce nouveau défi ?
- pendant combien de siècles devrai-je pisser sous ma douche pour compenser cette gabégie en eau ?

site Reporterre & M. L
 Courrier International N° 1614.



Un éco-lieu participatif dans le canton de Cazères

Terra Flor est un éco-lieu participatif situé à Saint Michel, non loin de Cazères. Le projet « Terra Flor » réunit un groupe d'amis (2 familles) au sein d'un projet d'éco-lieu. Le site abrite donc à la fois les projets individuels d'éco-constructions des habitants (maison bioclimatique paille-terre et future maison ossature bois) mais aussi un projet collectif par la création de l'association Terra Flor, support de partage de connaissances autour de l'éco-construction, la permaculture et l'autonomie (organisation de chantiers participatifs, ateliers faire ses produits soi-même, découverte de la permaculture et des plantes sauvages, ateliers bien-être, etc.). La construction pro-

gressive de ce lieu de vie depuis juin 2018 permet de mettre en place une alternative à l'habitat traditionnel qui limite son empreinte écologique, implique ses habitants dans la construction et enfin met en place un système de consommation plus locale et raisonnée. L'idée des porteurs de projet est de partager ce mode de vie pour inspirer et montrer que cela est possible même en partant de rien et avec peu de moyens. Depuis 3 ans, une centaine de personnes se sont rendues à Terra Flor, à la belle saison, pour des chantiers participatifs ou des ateliers. Nous ouvrons nos portes à des curieux en quête d'exemples concrets d'habitats

écologiques. Ainsi, un petit groupe de l'Université des Colibris (mouvement initié par Pierre Rabhi) nous a rendu visite le 22/05/21. Puis, dans le cadre des portes ouvertes Twiza -réseau pour un habitat sain- Anaïs et Ivan ont ouvert les portes de leur chantier. Si vous êtes intéressé.es pour découvrir une maison bioclimatique ossature bois isolation paille et enduits terre en construction : RdV sur <https://fr.twiza.org/> Plus d'informations sur le projet Terra Flor et sur les prochaines dates de chantiers participatifs sur le site : terra-flor.org

Anaïs G.B

Les Portes du Tarn, un projet inutile de plus

Nous sommes en état de légitime défense ! Opposition à la construction d'une plateforme logistique géante sur la zone ouest de la Zac «Les portes du Tarn» sur 200 hectares autour des communes de St-Sulpice-la-Pointe et Buzet-sur-Tarn. Concrètement, cette plateforme sera matérialisée par un immense hangar de 530 mètres, flanqué de plusieurs dizaines de quais de chargement qui permettront à une noria de camions d'effectuer 500 allers-retours par jour, de l'aube à la nuit et cela, 6 jours sur 7. Ce monstre de ferraille et de béton occupera 7 hectares de terres agricoles, détruira prairies, haies vives (dont celle de l'élanion blanc), arbres et toute la

biodiversité qui l'habite, dont une centaine d'espèces protégées. Christophe Ramond, président du département du Tarn est aussi président de la SPLA (société publique locale d'aménagement) qu'il met au service des industriels, de leurs actionnaires, de la croissance, du PIB -si durement affectés par ces deux dernières années !- défend son œuvre sinistre de destruction de 198 hectares «au service d'un parc d'activités éco-responsable, intégrant les principes de l'écologie industrielle»(sic !). Un peu partout dans le Tarn, un peu partout dans le pays, un peu partout dans le monde les forces

économiques et industrielles, portées par des pouvoirs politiques corrompus colonisent nos territoires, détruisent les conditions de la vie sur Terre, s'acharnent sur les plus faibles d'entre nous. Leur seul phare : les profits, « quoi qu'il en coûte ». Quoi qu'il nous en coûte ! Dernière minute : « Saisi en référé suspension par les associations environnementales, le tribunal administratif a suspendu les travaux de viabilisation du parc d'activités situé à Saint-Sulpice et Buzet, par ordonnance du 17 février 2022.»

collectif Stop Terra 2 - habitantsdicietdailleurs@protonmail.com
 l'allumette 6



Une dématérialisation qui pèse lourd !

L'industrie numérique mondiale consomme tant d'eau, de matériaux et d'énergie, que son empreinte représente trois fois celle de la France. Les technologies digitales mobilisent à elles seules aujourd'hui 10% de l'électricité produite dans le monde et rejettent 4% des émissions globales de dioxyde de carbone, soit presque le double du secteur civil aérien.

Une méthode de calcul inédite de l'incidence matérielle de nos modes de consommation (MIPS) développée par des chercheurs prend en compte la quantité totale de ressources nécessaires à la fabrication d'un produit ou d'un service. En effet pour mesurer son impact environnemental, l'industrie s'intéresse essentiellement à ses émissions de CO₂. Or cette méthode éclipse totalement d'autres pollutions, telles que l'impact sur la qualité des eaux des rejets de produits chimiques, les déforestations, les mouvements de terrain générés par les travaux, etc. Le MIPS prend donc en compte ce qui entre dans la fabrication, ce qui en sort de l'extraction des ressources nécessaires jusqu'au recyclage. Les technologies numériques, compte tenu du grand nombre de métaux qu'elles contiennent (et des métaux rares difficiles à extraire) ont un MIPS élevé. Le MIPS se définit par un rapport entre le poids du produit fini et celui de toutes les ressources mobilisées et déplacées pour le fabriquer. Un ordinateur de 2 kilo mobilise 22 kilos de produits chimiques, 240 kg de combustibles et 1,5 tonnes d'eau claire. Le MIPS d'une télévision varie de 200 à 1000/1 quand celui d'un smartphone est de 1200/1, 183 kg de matières premières pour 200 g de produit fini. La puce électronique bat tous les records : 32 kg de matières premières pour un circuit intégré de 2 grammes, donc 16000/1.



C'est toujours la zone géographique la plus en amont de la chaîne de fabrication qui paiera le plus lourd tribut matériel, bien loin du magasin de vente. Ainsi le numérique a fait insensiblement exploser notre « empreinte matière ». Avec les milliards de serveurs, antennes, routeurs et bornes wifi, les technologies « dématérialisées » sont en voie de constituer l'une des plus vastes entreprises de matérialisation jamais engagée. Et parmi ces infrastructures bien réelles, les centres de données occupent une base de choix. Ces monstres de béton et d'acier emplis de serveurs se multiplient au rythme du déluge d'informations produites – cinq milliards de milliards d'oc-

tets par jour. De quoi remplir la mémoire de millions de disques Blu-Ray qui empilés s'élèveraient à 4 fois la hauteur de la tour

Eiffel, une allumette comparée à ce que généreront les centaines de millions d'objets connectés à la 5G qui déferleront bientôt dans le monde.

La collecte systématique et mondiale de toutes sortes de données, décuple les besoins en stockage de données et donc en centres de données. Le plus grand centre, Langfang en Chine, s'étend sur la surface de 110 terrains de foot. Pour éviter tout bug informatique aujourd'hui, aux conséquences souvent catastrophiques, on pratique la « redondance » afin qu'il n'y ait jamais de rupture dans la mise en œuvre du stockage. Tout est donc dupliqué (réseaux de distribution d'énergie, batteries, arrivées d'électricité, générateurs, réservoirs de fioul, réservoirs d'eau de refroidissement, câbles...).

En clair, il n'y a pas de bâtiment qui au mètre carré coûte plus cher qu'un centre de données à haut niveau. Dans la même logique, toutes les données sont dupliquées (ainsi la messagerie Gmail est dupliquée 6 fois - vos données sont bien protégées!!). Amazone Web Service en Île de France a signé un contrat de fourniture de 155 mégawatts d'électricité, soit les besoins d'une ville de plusieurs millions d'habitants. Les centres de données figureront pour ce siècle parmi les plus importants postes de consommation électrique dont la principale source est le charbon ! Quant à l'internet des objets, l'intelligence artificielle... des chercheurs ont récemment calculé que le fait de nourrir une intelligence artificielle avec d'importants volumes de données

pouvait générer autant d'émissions de CO₂ que 5 voitures durant tout leur cycle de vie. Et la 5G va développer l'internet des

objets...Le paradoxe est de vouloir tout numériser pour soi-disant économiser le papier, sauver les arbres, etc. et c'est faux ! Un clic coûte plus qu'une feuille de papier en termes financiers et écologiques et de plus les deux sont souvent nécessaires ! Gageons que la génération qui aujourd'hui se lève pour sauver la planète saura lever ce paradoxe entre usages et dégâts !

Mais c'est pourquoi à L'allumette, on préfère éditer un journal papier ! Et pouvoir vous rencontrer en vrai sur les marchés ou les points de vente !

Annelise

Source : Le monde diplomatique d'octobre 2021



les moutons électriques

Projet de panneaux solaires sur près de 30 hectares à Montesquieu-Volvestre

Se présentant comme spécialiste du bien-être animal et innovant en matière de photovoltaïque, ce projet ressemble en fait à bien d'autres en cours ou déjà réalisés à Daumazan, Castelginest, Saubens, etc. : une entreprise financière de greenwashing ! Sauver un agriculteur, faire de l'ombre aux brebis, faire pousser l'herbe... rien d'original, ni d'innovant si ce n'est pour 40 ans une parcelle de 30 hectares dévolue à la production d'électricité privée pour des bénéfices privés par une énième société ; ici il s'agit de NovaFranceEnergy qui souhaite s'implanter sur la ferme de la Hilette (affaire à suivre de près ...)



L'allumette 7



Le Convoi de la Liberté

Mercredi 09 Février, Rond-point Sesquières, Toulouse...

10h00, on est accueilli par des klaxons, des banderoles, des drapeaux, l'ambiance est chaleureuse, conviviale, le café est chaud et déjà beaucoup de monde. On s'affaire, des quantités de sacs de nourriture pour le convoi qui doit monter à Paris. Le départ est prévu pour midi après l'arrivée des véhicules de Perpignan... On part avec deux consignes : pas d'autoroute et vitesse à 50km/h... on prend la nationale... on roule... on s'arrête après 30km pour resserrer le convoi... on repart. Arrivée à Cahors dans l'après-midi... comité d'accueil fabuleux, un monde fou : buvette, musique, gilets jaunes, chaleur humaine et des véhicules qui arrivent sans arrêt... on est là... ! 1 heure de pose, c'est reparti, direction Limoges, le convoi est de plus en plus long, ça klaxonne ... à chaque rencontre, sur les bas-côtés, les ponts, rond-point, partout... il y a du monde pour acclamer et soutenir les convois de la Liberté... ça fait chaud au coeur !...

Arrivée à Limoges sous un petit crachin... RdV sur un grand parking de supermarché, grand comité d'accueil bienveillant, des centaines de véhicules qui déboulent et se garent... c'est la fête de la Liberté, tout le monde est surpris par l'ampleur de ces convois... des personnes en voiture sont conviées à dormir chez l'habitant, soirée paisible, la nuit est tombée ... demain, c'est Paris !...

Le convoi n'est pas composé de complottistes, mais de citoyens excédés par l'injustice et l'exclusion. Solidarité !!

Sylvie



La marche du temps libéré

En proposant une université du temps, un petit collectif du Volvestre invite celles et ceux des villes et des villages traversés à venir partager leurs expériences sur le sens d'une vie collective qui ne serait plus manipulée par des intérêts financiers mais par la joie d'être en vie. Des individus et des collectifs se sont engagés à les rejoindre et les accueillir aux différentes étapes de leur chemin. Cette marche ira de Castex (09) à St Jean-Pied-de-Port (64) du 8 mars au 2 avril.

Les thèmes abordés seront l'autonomie, la santé, l'alimentation, les énergies, le vivre-ensemble, les arts et les cultures, l'économie solidaire... à travers des échanges, conférences, ateliers, animations spectaculaires. Les prochaines réunions d'information et de préparation se tiendront à Castex, lieu-dit Maléchar chez Monique les 12 et 26 février ;

contact et inscription aux repas de soutien : contact-lcdt@protonmail.com FB : la caravane du temps



Guerre aux frontières, une bataille coloniale

A Pailhès (09) le 13 octobre s'est tenue une soirée contre les frontières avec à l'appui un exposé animé de près de 2 h sur le processus de fermeture des frontières européennes. Du concept de nation qui unifie et exclue, aux politiques de financement d'une hydre sécuritaire qu'est Frontex -une agence quasi privée qui surveille les frontières de Schengen-, en passant par la francafrique et les exploitations néocoloniales des ressources minières de l'Afrique entre autres, l'analyse très poussée du rôle de HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés), qui n'a pas volé son nom de commissariat, permet de comprendre les enjeux capitalistes des politiques migratoires qui se résument en un rejet pur et simple des migrants pauvres et en danger. Un HCR qui retient dans les pays africains des milliers de personnes rendues totalement dépendantes et enfermées dans des camps en plein désert pendant plus de 15 ans : camps de rétention où le seul droit légitime est celui instauré par cette instance qui sert de chien de garde pour les Etats européens comme en Tanzanie ou au Kenya.

Elles étaient 7 jeunes femmes pour exposer ces stratégies assassines de lutte contre l'immigration en Europe : vidéos, sons, graphiques, lectures alternées nous ont tenu attentives et attentifs jusqu'à la fin sur un sujet pourtant connu mais justement méconnu quant à ces logiques et aboutissements. Plus de 200 personnes étaient réunies pour comprendre, pour trouver encore plus de raisons de se révolter et surtout pour apporter un soutien sans faille à toutes ces personnes qui viennent mourir parfois en frappant à la porte des pays ... développés sur leur dos !

Contact : confrontiere@riseup.net

C. Effe



L'allumette est réalisée par des personnes bénévoles sans expérience du journalisme mais qui veulent agir et penser par elles-mêmes. Elle est distribuée dans quelques zones rurales du sud toulousain. Le but est de faire vivre le débat, de discuter de questions locales et autres, de rapprocher toutes les personnes et/ou groupes qui agissent pour une société juste, libre et écologique.

Ce petit journal de 8 pages tiré à 250 exemplaires s'autofinance à prix libre sur la vente des numéros précédents (coût : 1€ l'ex). Nous vous encourageons vivement à proposer des articles, des illustrations et des informations sur la vie locale (événements, alternatives, mobilisations, petites annonces).

L'allumette 16 place des martyrs de la Résistance, 31220 Cazères

journal@lallumette.xyz
<https://www.lallumette.xyz>